



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture**  
Service de l'Animation des Politiques Publiques  
Interministérielle et de l'environnement  
Bureau de l'environnement

**Arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2020-0324  
du 23 SEP. 2020  
portant mise en demeure de la société MAYR MELNHOF PACKAGING (M.M.P.) sur le  
territoire de la commune de Monéteau**

**Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de l'environnement en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5,

**VU** le Code de justice administrative,

**VU** l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2005-340 du 14 novembre 2005 autorisant la société MAYR MELNHOF PACKAGING (MMP) à exploiter une unité de fabrication d'emballages pliants en carton sur le territoire de la commune de Monéteau,

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-SAPPIE-BE-2019-383 du 19 août 2019 portant modification de l'autorisation,

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 juillet 2020 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement,

**VU** le projet d'arrêté transmis le 28 juillet 2020 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement,

**VU** les observations de l'exploitant du 3 août et du 17 septembre 2020 sur le projet d'arrêté précité,

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine,

**CONSIDÉRANT** que l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2019 susvisé dispose que le site est autorisé à transformer 130 t/j de carton (rubrique 2445) et consommer 180 kg/j d'encre et 800 kg/j de vernis (rubrique 2450-A),

**CONSIDÉRANT** que l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2019 susvisé dispose que le site doit être conforme aux données présentées dans le dossier de porter à connaissance des modifications des installations,

**CONSIDÉRANT** que l'article 31.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé dispose que « le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. »,

**CONSIDÉRANT** que l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2019 susvisé dispose que « l'ensemble du site doit être couvert par un système de détection incendie relié à une centrale incendie automatique générant les opérations suivantes : alarme sonore sur tout le site, fermeture des portes coupe-feu et batardeaux, ouverture des systèmes de désenfumage, arrêt de l'air comprimé entraînant l'arrêt de l'ensemble des machines. »,

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 3 juin 2020 et par les éléments transmis suite à cette inspection, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte par ces dispositions :

article 1 de l'APC : le niveau d'activité est bien au-delà de celui autorisé. Les volumes d'activité sont augmentés de minimum 20 %.

article 2 de l'APC et 31.3 de l'AP : absence de plan de stockage et de marquage au sol ne permettant pas de visualiser si le tiers de la surface au sol est laissé libre ; des passages de 2 m ne sont pas laissés libres latéralement autour de chaque îlot de stockage, un stockage rack est entreposé le long de la paroi Est ; les conditions des stockages ne correspondent pas à celles annoncées dans le dossier de porter à connaissance du site.

article 6 de l'APC : la centrale incendie n'est pas en bon état de fonctionnement selon le dernier rapport de contrôle.

**CONSIDÉRANT** que le devis établi par la société DESAUTEL fixe le planning de réalisation des travaux de remise en état de la centrale incendie,

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MAYR MELNHOF PACKAGING (MMP) de respecter les prescriptions des articles 1, 2, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2019 et l'article 31.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisés,

**SUR** proposition de Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet**

La société MAYR MELNHOF PACKAGING (MMP) exploitant une unité de fabrication d'emballages pliants en carton, sise ZI Plaine des Isles sur la commune de Monéteau, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2019 en remettant la centrale incendie en complet et bon état de fonctionnement, suivant les échéances suivantes :
  - signature de la commande, **avant le 15 octobre 2020**,
  - réalisation de la première tranche de travaux (zone de production), **avant le 28 février 2021**,
  - réalisation de la seconde tranche de travaux, **avant le 30 avril 2021**,
  - finalisation des travaux par la troisième tranche, **avant le 30 juin 2021**.

- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 31.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 en régularisant l'organisation des stockages,
- dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2019 en régularisant l'activité du site.

## **Article 2 - Sanctions**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 3 - Notification et Publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société MAYR MELNHOF PACKAGING (MMP).

## **Article 4 - Exécution**

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Yonne et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Mme le Maire de Monéteau,
- Mme la Responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Territoires,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Préfecture de l'Yonne  
Service du Courrier

25 SEP. 2020

ARRIVÉE

Fait à Auxerre, le 23 SEP. 2020

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous Préfète,  
Secrétaire générale

  
Françoise FUGIER

## **Délais et voies de recours**

Dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification, le présent arrêté peut faire l'objet de recours administratifs :

- un recours gracieux auprès du Préfet de département ;
- un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'Environnement.

Dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de rejet du recours administratif, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon, 22 rue d'Assas -BP 61616 - 21000 Dijon. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

